



## INTERNATIONAL

Des économies dévastées  
ou fragilisées depuis dix ansARMELLE BOHINEUST [@armeillela](#)

C'EST la misère, alimentée par la corruption, qui a incité le jeune vendeur ambulancier Mohammed Bouazizi à s'immoler par le feu, il y a tout juste dix ans, en Tunisie (lire pages 8 et 9). Ce signal de révolte s'est vite propagé dans une région où un tiers des jeunes étaient au chômage.

Dix ans après, rien ne va vraiment mieux sur le plan économique, crise du Covid ou non. Alors que plus de la moitié de la population a moins de 25 ans, les économies d'Afrique du Nord et du Proche-Orient créent toujours trop peu d'emplois pour les millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Et les débouchés restent rares pour les nouveaux diplômés dans ces États où le secteur public est surpuissant tandis que le privé est souvent anémié. La corruption règne toujours. En Tunisie, seul pays où la transition démocratique a réussi, elle s'est même renforcée dans certaines régions.

« En Tunisie, la fragilité de l'économie n'est pas liée directement au printemps arabe mais plutôt à la dégradation de l'environnement mondial. Tunis, qui vit en grande partie du tourisme, a été pénalisé par les attentats puis la crise du Covid-19 et aussi par sa dépendance à l'Union européenne, moins prospère et moins prête à investir outre-Méditerranée depuis la crise de l'euro », note Selin Ozyurt, économiste de l'assureur-crédit Euler Hermes. La taille des services publics y a explosé, comme le déficit budgétaire et la dette publique.

**Chute des hydrocarbures et tourisme en berne**

Pour autant, la Tunisie « bénéficie encore d'un bon tissu entrepreneurial, dynamique et diversifié et d'un climat des affaires qui n'est pas mauvais », relativise Sébastien Hénin, expert de la région et directeur général de la société de gestion de

portefeuille Alienor Capital.

Même constat mitigé pour l'Égypte. « Le Caire, qui vit des hydrocarbures, du tourisme et des sommes envoyées par les Égyptiens travaillant à l'étranger, a vu sa situation économique s'effondrer entre 2013 et 2015. Cela a incité le gouvernement à faire appel au FMI, redonnant ainsi confiance aux investisseurs internationaux, notamment dans le domaine énergétique », souligne Pascal Devaux, économiste chez BNP Paribas.

L'Égypte tire à nouveau parti de ses réserves de gaz. Avec ses découvertes en Méditerranée et ses opérations, avec le pétrolier BP, dans le delta du Nil, Le Caire redevient autosuffisant et même exportateur, transformant les hydrocarbures en contributeur important de son PIB. « Les fondamentaux égyptiens restent solides, avec une croissance d'environ 5 % avant le Covid-19 et une position stratégique qui attire les investissements chinois. Le Caire a d'ailleurs réussi à émettre des eurobonds en mai 2020 », pointe l'économiste d'Euler Hermes. Pour autant, la pauvreté n'a pas plus reculé en Égypte qu'ailleurs et la politique de grands travaux menée par l'État, avec en particulier la création de la future capitale près du Caire, ne crée pas beaucoup d'emplois.

De l'autre côté de la péninsule arabe, le petit État de Bahreïn, où la révolte a été rapidement stoppée, vit chichement, comme avant le printemps arabe, ayant épuisé plus vite que ses voisins ses réserves de pétrole et de gaz. Le sultanat d'Oman, dont la marge de manœuvre économique est tout aussi faible, souffre de son côté de la chute des cours du pétrole depuis 2015.

Ailleurs, « dans les pays où la guerre civile fait rage, au Yémen, en Libye et dans une grande partie de la Syrie, hormis à Damas et dans les territoires alaouites, l'économie est en déliquescence », résume

me Sébastien Hénin.

Le Yémen, qui était déjà un pays pauvre avant la vague de révolte de 2011, avait peu de ressources mis à part un peu d'or noir et l'exportation de qat, la drogue locale qui pompe à la fois l'eau de ce pays très aride et l'énergie de ses habitants.

La Libye, dont la quasi-totalité des exportations provenait des hydrocarbures sous Mouammar Kadhafi, retrouve peu à peu une partie de ses ressources. Depuis quelques semaines, ses puits produisent à nouveau plus d'un million de barils de brut par jour, ce qui représente près des deux tiers de la production de Tripoli avant le printemps arabe. Mais ce revenu sert surtout l'effort de guerre et le reste de l'économie est exsangue. Quant à la Syrie, après déjà neuf ans de guerre qui ont ravagé le pays, la reprise, lorsqu'elle se profilera, sera compliquée. L'explosion du port de Beyrouth le 4 août prive en effet Damas d'un accès à un port de grande capacité.

**Une réponse insuffisante**

Les Occidentaux ont plutôt encouragé ces révolutions, voire soutenu certaines. Mais, compte tenu des changements, avec notamment le départ de quatre chefs d'État installés depuis des années, la réponse économique du reste du monde a été très insuffisante, estime Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris.

Quant à la crise actuelle, « elle est très dure pour les économies de la région, qu'elles aient ou non vibré lors du printemps arabe », résume Selin Ozyurt en pointant la nécessité pour ces nations de « se diversifier et de laisser le secteur privé devenir moteur de croissance ». Et pourtant, ajoute-t-elle, « la crise du Covid-19 pourrait être une opportunité pour le Maghreb, une occasion de s'insérer davantage dans les chaînes de valeur mondiales. Pourquoi pas dans les technologies de l'in-

*formation ou les énergies renouvelables, à l'image de ce qu'a su faire le Rwanda après la tragédie qui l'a dévasté ».* ■



**Des Tunisiens font la queue pour acheter du gaz, la semaine dernière à Sidi Bouzid.**

ANGUS MCDOWALL/REUTERS